

Pour remettre de l'ordre dans la banque

## Pascal Lamy devrait entrer à la direction du Crédit lyonnais

La recapitalisation du Crédit lyonnais ne va pas seulement coûter cher à l'Etat : elle va entraîner des bouleversements à la direction de la banque et l'arrivée dans l'état-major de Pascal Lamy, directeur de cabinet de Jacques Delors, président de la Commission européenne. Alors que devraient être annoncés officiellement, jeudi 24 mars en fin d'après-midi, les conditions du « sauvetage » par les pouvoirs publics du Lyonnais (*le Monde* du 24 mars), son président, Jean Peyrelevade, a décidé d'accélérer la mise en place d'une équipe remaniée, cette nouvelle direction étant chargée à la fois de « faire le ménage » et de changer les habitudes et les réflexes qui ont conduit la banque au bord du gouffre.

D'ores et déjà, M. Peyrelevade a fait venir, de l'UAP, Dominique Bazy, chargé des participations industrielles, et qui a pour mission de mettre un terme à la banque-industrie, et Nicolas Chaine à la direction de la communication. Mais pour remettre en ordre un état-major que le nouveau président juge en partie responsable d'un trou qui va coûter près de 20 milliards de francs à l'Etat, Jean Peyrelevade

va faire appel, pour un poste qui n'est pas tout à fait déterminé, à celui que certains n'hésitent pas à comparer à un « moine-soldat », Pascal Lamy, le bras droit de M. Delors.

M. Lamy, qui devrait prendre ses fonctions dans les premiers jours d'avril, a le profil pour remettre dans le droit chemin une maison traumatisée. Haut fonctionnaire, énarque et inspecteur des finances, passé par HEC et Sciences-Po, il est surtout un grand organisateur. Il a été, depuis sa nomination en 1985 au poste de directeur de cabinet de M. Delors, un soutien essentiel pour le président de la Commission.

Homme d'action, M. Lamy en a le physique, « celui d'un officier de parachutiste, le cheveu ras, l'allure athlétique, un brin cassant et dogmatique, c'est un chef d'orchestre qu'il est parfois difficile de suivre, mais qui est d'une redoutable efficacité. Il l'a prouvé au cours des négociations du GATT », explique-t-on à Bruxelles. Socialiste convaincu, chrétien de gauche, il a déjà côtoyé M. Peyrelevade, notamment quand il était, de 1981 à 1983, au cabinet de M. Delors, alors ministre de l'économie et des finances, et directeur adjoint du cabinet du premier ministre Pierre Mauroy en 1983 et 1984.

ÉRIC LESER

Le Monde - 25/3/94